

**Défense européenne - Entretien de  
Mme Florence Parly, ministre des  
armées, avec le quotidien "Le  
Figaro"**

(Paris, 22 novembre 2018)

**Q** - Vous venez d'inaugurer le premier Forum innovation défense. Quels résultats concrets attendez-vous dans ce domaine ?

**R** - Ce ministère s'est toujours préoccupé de la préparation de l'avenir. La loi de programmation militaire (LPM 2019-2025) a pour objectif de voir loin et de veiller à ce que les moyens soient disponibles et à ce que les progrès soient poursuivis. L'innovation irrigue notre quotidien, c'est une opportunité sur laquelle il est indispensable que les armées capitalisent. Il faut faire converger l'innovation classique avec cette autre innovation protéiforme, agile, plastique, qui ne vient pas forcément du ministère. Concrètement, on ne va pas faire un nouvel hélicoptère ou un nouveau char tous les quinze jours, mais quand un progrès est possible, nos équipements doivent pouvoir en bénéficier. Dans l'immédiat, je souhaite que ce -Forum innovation défense soit un lieu efficace de rencontres entre militaires et civils : pour créer de l'innovation de rupture, il faut d'abord s'en donner les moyens. Ce forum sera aussi le baptême du feu pour la nouvelle Agence de l'innovation de défense (AID).

**Q** - Quel rôle doit jouer cette agence ?

**R** - La principale difficulté était de faire se rencontrer différents types d'innovateurs qui se côtoient peu et dont certains n'ont pas le réflexe de penser à la défense. C'est ainsi que l'idée de l'AID est apparue. Opérationnelle depuis septembre dernier, cette agence doit être le point unique d'entrée canalisant à la fois les moyens développés en interne et les ressources externes. Lancer des projets, c'est essentiel, les réaliser, c'est mieux ! Dans les prochaines semaines, une première promotion d'une vingtaine de projets seront sélectionnés pour être ensuite accélérés et déployés par l'AID au cours de l'année 2019.

**Q** - Avec l'Allemagne, la coopération bilatérale dans le domaine de la défense est-elle sur de bons rails ?

**R** - Du scepticisme s'exprime parfois concernant la coopération européenne et notamment la coopération industrielle. En réalité, les choses avancent vite. La coopération lancée par Emmanuel Macron et Angela Merkel en juillet 2017 comporte des projets structurants pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'équipements majeurs : le système de combat aérien du futur (Scaf) et le char du futur. Je suis allée au Mali, il y a dix jours, avec mon homologue, Ursula von der Leyen, et nous avons fait le point sur ces deux grands projets, en convenant de nous revoir rapidement, ce qui a été le cas, lundi dernier, à Bruxelles. Nous avons pris des décisions qui vont permettre aux industriels de travailler, car c'est à nous, gouvernements, de lever les

obstacles pour leur permettre d'avancer afin que ces projets ne prennent pas de retard. Pour le Scaf, sous leadership français, des études débiteront en janvier prochain et le lancement de démonstrateurs est prévu en juin, à l'occasion du Salon du Bourget. Concernant le char du futur, sous leadership allemand, les études de conception et de R&D seront lancées dès 2019. Avec -Ursula von der Leyen, nous sommes déterminées à rester dans le bon rythme. Je suis très satisfaite de l'atmosphère de travail qui règne à la fois entre nos équipes et nos industriels.

Q - Emmanuel Macron et Angela Merkel ont parlé d'armée européenne. Qu'est-ce que cela implique pour vous ?

R -Il faut faire avancer l'Europe de la défense le plus vite et le plus loin possible. Terrorisme, attaque cyber... le contexte stratégique et les menaces nous y conduisent de manière évidente. Nos adversaires se moquent des frontières, et cela a provoqué une prise de conscience de la part des Européens, qui avaient laissé ce champ de côté. Le président de la République et la chancelière ont donné une perspective forte pour une ambition forte. Cette ambition est en harmonie avec ce que nous développons actuellement, c'est-à-dire une coopération à tous les niveaux : capacitaire avec la Coopération structurée permanente, pour l'innovation avec le Fonds européen de défense, opérationnelle et stratégique avec l'Initiative européenne d'intervention (IEI). Cette IEI, par exemple, rassemble dix pays et vise à permettre des interventions dans des contextes très variés, depuis la catastrophe climatique - comme nous le montre l'exemple de l'ouragan Irma - jusqu'à des crises de haute intensité comme au Mali. Toutes ces " briques " dessinent l'ambition d'une armée européenne dont la finalité est de contribuer à une Europe qui protège nos concitoyens. Le président l'avait d'ailleurs dit dès son discours de la Sorbonne : l'Europe doit se doter d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir. Nous avançons concrètement sur ces trois piliers.

Q - Comment abordez-vous la campagne pour les élections européennes ?

R - C'est une campagne essentielle. Ces élections arrivent à un moment clé de l'histoire contemporaine, après soixante-dix ans de paix bâtie grâce aux efforts des pays européens. Or, aujourd'hui, des puissances s'affirment dans tous les domaines. Pour faire le poids, nous devons penser notre souveraineté à l'échelle de notre pays et à l'échelle de l'Europe. Dans nombre de pays, un scepticisme s'exprime et s'accompagne d'un repli sur soi qui peut miner l'Europe et nous laisser seuls, dépendants, exposés. Si l'on n'y prend pas garde, la construction européenne peut voler en éclats. Alors oui, je mène un double combat, en tant que ministre, pour faire avancer l'Europe de la défense, et en tant que citoyenne, pour défendre l'idée européenne.

Q - Disposez-vous d'éléments de preuve concernant l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi ?

R - Nous savons qu'il a été tué par des Saoudiens dans le consulat saoudien d'Istanbul. C'est un meurtre sauvage et inacceptable. Il était nécessaire de prendre des mesures conservatoires dans un premier temps. Elles ont été prises avec notamment l'interdiction de territoire Schengen contre dix-huit ressortissants saoudiens. Au-delà, nous attendons les résultats de l'enquête pour décider quelles autres mesures devront être prises.

Q - Daech, c'est fini ?

R - Daech est à terre mais n'a pas disparu. Le conflit territorial est presque terminé, mais il reste un risque majeur, celui de la résurgence de ce mouvement. En Syrie, les combats se poursuivent sur la partie est de l'Euphrate, autour de Hajin. Pour les forces kurdes, qui constituent une partie majeure des forces démocratiques syriennes que nous soutenons, tout l'enjeu est de terminer la reconquête territoriale. À l'ouest, nous sommes très attentifs à la situation de la poche d'Idlib. La menace d'une attaque des forces du régime syrien risquerait d'y provoquer un désastre humanitaire, compte tenu du nombre de civils présents. En outre, nous mettons en garde Damas contre l'utilisation de l'arme chimique, car cela justifierait une réaction forte de notre part, comme nous l'avions fait en avril dernier./.